

APPEL A CONTRIBUTIONS

Numéro spécial
Revue française de gestion

« Qu'est-ce que les sciences de gestion
peuvent apporter au politique ? »

Rédacteurs invités :

Olivier Basso, CNAM
Pierre-Yves Gomez, EM Lyon
Philippe Very, EDHEC

Date limite de soumission : 15 septembre 2014

Un numéro spécial, en lien avec le séminaire hivernal de la Société Française de Management

Que peuvent apporter les sciences de gestion aux décideurs politiques ?

Cette interrogation est généralement absente des préoccupations du chercheur en gestion. Sa visée première est de faire progresser le *corpus* de connaissances de la discipline et de produire des résultats susceptibles d'aider le gestionnaire-praticien à décider, structurer son raisonnement, ou exercer ses responsabilités. Son activité de recherche se déploie donc avant tout dans le monde des organisations, qu'elles soient publiques ou privées, petites ou grandes, locales ou multinationales, à but lucratif ou non-lucratif. De ce fait, le décideur politique et ses problématiques ne s'imposent pas spontanément à son champ de réflexion.

Le moment nous semble cependant venu de poser notre question. En effet, si comme nous en avertit Montaigne, « le monde n'est qu'une branloire pérenne » (*Les Essais*, III, 2), force est de reconnaître que le 21^e siècle commençant nous plonge dans une société en métamorphose où il devient de plus en plus difficile de distinguer ce qui relève du politique ou du gestionnaire. Dirigeants d'entreprise et hommes politiques s'efforcent semblablement de façonner un monde de l'action collective perçu comme ambigu, incertain, complexe ou équivoque (Zack, 2007)¹.

Plusieurs faits majeurs mettent en évidence l'interpénétration des deux plans, gestionnaire et politique, et en soulignent les fragilités.

Ainsi la faillite de grandes institutions financières (banques, assurances) transnationales a menacé l'économie mondiale et requis l'intervention des pouvoirs publics, aux niveaux national et supranational, qui ont réaffirmé leur rôle de régulateur pour tenter de limiter les impacts socio-économiques de cette crise. Et pourtant, de nombreux États n'ont plus les moyens financiers pour soutenir leur économie et maintenir leur niveau de prestation sociale. Et pourtant, la puissance politique des États tend à se construire/déconstruire, notamment sous l'effet des entreprises et des chaînes de valeur qui traversent les frontières et des multinationales qui raisonnent à une échelle géographique « supra-politique » (se reporter par exemple à l'ouvrage de Durand et Vergne, 2010)².

Cet enchevêtrement des problématiques managériales et politiques est également renforcé avec l'évolution des technologies numériques : ainsi, aux promesses de l'économie collaborative font

1. Zack M.H. (2007). "The role of decision support systems in an indeterminate world", *Decision Support Systems*, 43, p. 1664-1674.

2. Durand R., Vergne J.-P. (2010). *L'organisation pirate. Essai sur l'évolution du capitalisme*, Le Bord de l'eau, coll. « Mondes Marchands », 2010.

échos les menaces potentielles du Big Data (écoutes de la NSA...) ; de même, la multiplication des objets intelligents accroît les opportunités d'achat et de mise en contact mais enserme aussi le consommateur citoyen dans des interactions non nécessairement désirées ; de même, la dynamique des communautés numériques interpelle le marketing des réseaux sociaux et renouvelle également nos schémas d'action politique (Wikileaks, mouvements des Printemps arabes)...

En un mot, des formes inédites d'action collective surgissent et percutent le monde ancien en donnant le vertige au consommateur, travailleur et citoyen qui s'interroge sur l'avenir de la planète et ses modes de régulation incertains.

Les sciences de gestion nous semblent formidablement bien placées pour contribuer à penser le nouvel état de la matière économique et sociale et les nouvelles façons de travailler. Par penser, nous entendons ici la capacité à analyser les organisations de l'agir humain et à créer, imaginer des mondes différents en identifiant et en proposant de nouvelles expérimentations, de nouveaux modes d'action collective. Car l'action collective est le champ par excellence du management. Quand elle s'applique aux questions qu'ont à traiter les politiques, s'ouvre alors un terrain passionnant pour le chercheur en sciences de gestion.

L'objectif de ce numéro spécial de la RFG est précisément de mettre en lumière la richesse analytique et la force propositionnelle des perspectives développées par les sciences de gestion, au service tant des décideurs que des régulateurs publics.

Il ne s'agit pas ici d'un numéro consacré au management des organisations publiques, qui fait l'objet depuis plusieurs décennies de recherches sur l'intersection, l'hybridation et les limites des sphères privées et publiques. Un champ s'est même institué avec ses propres revues.

La question posée est celle de l'apport des sciences de gestion aux politiques, à savoir les praticiens de la politique – au double sens des praticiens des politiques publiques et des praticiens de la régulation.

Dans cette perspective, le numéro spécial souhaite rassembler des recherches structurées selon la séquence suivante :

– identification d'une question ou d'un enjeu sociétal actuel qui préoccupe le politique : l'emploi, le travail, la consommation, l'innovation, la santé, le vieillissement de la population, les formes d'action collective émergentes, etc. Exemples : *comment maintenir l'emploi productif sur le territoire national ? L'innovation technologique peut-elle contribuer à réduire le déficit de la Sécurité Sociale ? Comment gérer simultanément la simplification des normes et le besoin de normer de nouveaux territoires (Internet, Impression 3D) ?*

– exposé des théories et connaissances accumulées en gestion qui peuvent être utilisées pour analyser ce problème ou enjeu ;

– analyse : application des théories et connaissances à la préoccupation étudiée ;

– contribution : éclairage analytique et/ou propositions formulées pour le décideur politique.

Les rédacteurs en chef invités accueilleront avec bienveillance tous les manuscrits présentés selon ce canevas, quelles que soient les approches épistémologiques et méthodologiques privilégiées, qu'il s'agisse de travaux conceptuels, de raisonnements logiques, d'argumentations à partir d'études de cas ou de recherches empiriques.

Appel à contribution

Les articles doivent être déposés avant le **15 septembre 2014** sur le site internet de la RFG <http://rfg.revuesonline.com/appel.jsp> (« **soumettre votre article en ligne** ») en mentionnant impérativement dans la lettre d'accompagnement le titre du dossier : « **Dossier RFG – Sciences de gestion et politique** ». Les articles devront respecter les consignes de la RFG disponibles sur : <http://rfg.revuesonline.com>

Tous les manuscrits soumis dans le cadre de cet appel à contribution feront l'objet d'une évaluation en « double aveugle ».